

La France de Sarkozy-Hollande : chronique d'une mort annoncée

Jacques Brel me pardonnera ce honteux plagiat, mais

« Quand on n'a qu'un Sarko

Pour faire des promesses

Sans nulle autre richesse

Que d'y croire un instant,

« Quand on a qu'un Hollande

Pour tracer un chemin

Et forcer le destin

Au prochain quinquennat...»

Eh bien, on ne peut qu'être terriblement inquiet pour l'avenir de la France !

Quelle malédiction pèse sur notre pauvre pays pour qu'on ne puisse plus trouver un seul GRAND HOMME parmi nos politiques ? pour qu'on ne puisse plus trouver, par exemple, un homme doté de la clairvoyance d'un Bigeard et de son amour pour la France, tels qu'ils se manifestent dans son livre testament, □ *Adieu ma France* □.

« Adieu ma France... Tu n'es plus celle que j'ai connue, le pays du respect des valeurs, de l'hymne et du drapeau, le pays de la fierté d'être français. Adieu ma France des trafics en tous genres, du chômage, de l'islamisme, de la polygamie, du laxisme, de la permissivité, de la famille décomposée... Adieu ma France réduite à l'état d'urgence, ma France déconstruite,

en guerre avec elle-même».

Un Hollande, un Sarkozy écriraient-ils ces lignes ?

Non, bien sûr, puisque cette France défigurée, cette France agonisante, ce sont le PS et l'UMP qui l'ont voulue, qui l'ont créée et qui entendent d'ailleurs achever leur œuvre d'anéantissement ! C'est une « nouvelle civilisation », une « Terra nova » qu'appelle de ses vœux la gauche, en voulant rayer d'un trait nos 2000 ans d'histoire, suivie en cela –ou plutôt précédée- par un gouvernement de droite (de droite, vraiment ?) qui a ouvert en grand les robinets d'une immigration de peuplement et a osé proclamer obligatoire le « métissage », sans consulter le peuple sur ce changement de société radical ; qui a chassé des manuels scolaires les grandes figures qui ont fait ce pays ou contribué à sa grandeur -de Clovis à Napoléon, de Charles Martel à Louis XIV- et a soigneusement entretenu la repentance, initiée par Mitterrand, comme si la France n'avait été qu'une nation esclavagiste et colonialiste et n'avait écrit dans l'Histoire de l'Humanité aucun autre chapitre que celui de la Traite des noirs et de la guerre d'Algérie ; qui a piétiné ou laissé piétiner la loi de 1905 sur la laïcité, autorisant la multiplication des mosquées financées sur les fonds publics grâce à d'habiles tours de passe-passe sur lesquels il a fermé les yeux *; qui a laissé peu à peu la charia s'établir, sur fond de finance islamique, de viande halal et de voiles ; qui a remisé au placard, sans jamais s'en être servi, le kärcher qui devait mettre hors d'état de nuire les racailles qui pourrissent la vie des quartiers ; qui a œuvré pour l'entrée de la Turquie dans l'Europe, après avoir promis solennellement en 2007 -avant les élections- qu'il n'en était pas question... et avoir supprimé -une fois passées les élections- la clause soumettant cette entrée à un referendum.

Non, ce ne sont ni un Hollande, ni un Sarkozy qui pourraient écrire une telle déclaration d'amour à la France !

Pas plus d'ailleurs qu'ils ne correspondent au portrait que le Général Bigeard fait de l'homme d'État qu'il faudrait à la tête du pays, « qui saurait se mettre tout entier à son service, sans magouille, sans en retirer pour lui-même le moindre profit, mais qui se donnerait entièrement, et de façon désintéressée, au sauvetage du pays, à la relance de la France».

Le dévouement jusqu'à l'abnégation, le désintéressement ? Ce n'est pas pour demain, pas plus que l'honnêteté scrupuleuse d'un de Gaulle qui payait ses factures d'électricité à l'Élysée et refusait de vivre aux crochets des Français !

Qu'attendre alors du PS et de l'UMP, à qui manquent cruellement une « certaine idée de la France », à part des « mesurette » -taxes et impôts supplémentaires- qui n'empêcheront pas la descente aux enfers ?

La réponse est simple : exactement la même chose qu'aujourd'hui, malgré le slogan choisi par le candidat socialiste : « Le changement, maintenant » !

Nous aurons toujours une oligarchie, car on ne peut appeler autrement cette « démocratie représentative », vidée de son sens, où les élus ne représentent qu'eux-mêmes, trahissant l'article III de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen, dont nos [élites] ont sans doute oublié l'existence : « Le principe de toute Souveraineté réside essentiellement dans la Nation. Nul corps, nul individu ne peut exercer d'autorité qui n'en émane expressément ».

Cette oligarchie sera peut-être de gauche au lieu d'être de droite, mais ce sera toujours une oligarchie, prête à tout pour conserver son pouvoir et ses privilèges, mais totalement sourde et aveugle à ce que vivent au quotidien les français, et -cerise sur le gâteau- une oligarchie aux ordres d'une dictature. Je veux bien sûr parler de la dictature européenne,

cette monstruosité qu'UMP et PS ont voulue, tous les deux complices pour trahir le peuple qui avait voté NON, en ratifiant le traité de Lisbonne.

Quel autre mot que «dictature» pourrait s'appliquer quand on sait que les commissaires européens, qui sont parmi les personnages les plus puissants d'Europe, ne sont pas élus et n'ont de comptes à rendre à personne. « L'URSS était gouverné par 15 personnes non élues qui se cooptaient mutuellement et n'avaient à répondre à personne, l'Union européenne est gouvernée par 2 douzaines de gens cooptés, qui se réunissent à huit-clos, ne répondent à personne et ne sont pas limogeables», voici l'analyse que fait Vladimir Boukovsky dans une vidéo intitulée : Union Européenne – La nouvelle dictature.

http://www.youtube.com/watch?v=poBECs_3nkQ

Le député anglais Nigel Farage ne s'y trompe pas, qui a dénoncé au Parlement européen le 18 janvier dernier un nouveau traité dont le but est d'éviter les référendums ; écoutez-le déclarer à ses collègues : « Vous détruisez la démocratie en Europe ! Vous pouvez être fiers de vous ! »

http://www.dailymotion.com/video/xnux1b_n-farage-referendum-et-nouveau-traite-europeen_webcam

A quel autre mot recourir que celui de «dictature» quand va rentrer en vigueur prochainement le MES (Mécanisme européen de stabilité), doté de 700 milliards d'euros, sur lequel les États n'auront aucun droit de regard ? Les statuts ont de quoi faire frémir tout un chacun, mais ils ne dérangent pas le candidat socialiste ni le Président sortant, qui n'en disent mot : or, qui ne dit mot consent... et pourtant, quel déni de démocratie ! Le MES, c'est une autorité qui peut accuser, mais ne peut pas être accusée, qui jouit de l'immunité et à laquelle la loi ne s'applique pas, à laquelle aucun gouvernement ne peut s'opposer, à qui on doit payer ce qu'elle

demande, sans aucun droit de regard, et qui n'a de responsabilité envers personne... Jugez-en :

« le MES peut décider de changer de capital » ; or, les États membres sont tenus « d'honorer toute demande de capital irrévocablement et sans condition en moins de 7 jours. » « Le Mes est compétent pour entamer des procédures juridiques, mais le MES, ses propriétés, ses moyens financiers, ses actifs jouissent d'immunité juridique » ; « la propriété, les actifs du Mes sont préservés contre des investigations, requisitions ou autre forme d'expropriation par des gouvernements, administrations ou tribunaux. » « Les membres du Conseil, directeurs, remplaçants et membres du personnel sont préservés contre des procédures juridiques quant à leurs actions et jouissent d'immunité quant à leurs papiers et documents officiels. »

(vidéo, assortie d'une pétition aux parlementaires, mise en place par des citoyens belges pour dénoncer ce traité qui bafoue les principes démocratiques élémentaires, comme celui de rendre des comptes au peuple :

<http://www.interpellation-mes.be>

Hollande ? Sarkozy ? Bonnet blanc, blanc bonnet : toujours plus d'Europe, cette Europe construite pour enrichir les riches (banques, marchés financiers, spéculateurs...), cette Europe qui ne peut que conduire à la paupérisation des peuples européens, cette Europe que dénoncent des économistes de renom, qu'on n'invite, bien sûr, jamais à s'exprimer sur les plateaux de télévision pour ne pas remettre en question le sacro-saint dogme européen (les Etienne Chouard etc...) ! Cette Europe enfin qui veut diluer les identités nationales et effacer les souverainetés des États !

Chantal Macaire

*Par exemple, l'Institut des Cultures d'Islam voulu par Delanoë et dont l'UDCC démontre qu'il s'agit d'un projet qui

bafoue la loi de 1905

<http://udcc.fr/2012/01/30/lici-anatomie-dun-viol-de-la-loi-de-1905-conference-udcc-alain-wagner>